



LETTRES D'EUROPE & ENTREPRISES

Décembre 2008 – n°45

SOMMAIRE

Editorial d'E&E

p. 2

LE DEVENIR DE L'EURO A L'EPREUVE DE LA CRISE

Bruno VEVER





LE DEVENIR DE L'EURO A L'EPREUVE DE LA CRISE

Bruno VEVER
Secrétaire général

Comme une déferlante que rien n'arrête, la crise n'a cessé de s'amplifier en quelques semaines. Financière, elle est devenue économique, et d'ores et déjà sociale, submergeant tant les Etats-Unis que l'Europe, l'Asie et le reste du monde. Ces frontières qui s'étaient progressivement effacées sous la pression du commerce international laissent aujourd'hui passer, en direct et à la vitesse d'internet, toutes les turbulences qui l'ont subitement déstabilisé.

Tandis que l'orage gronde, personne ne se risque plus à critiquer l'euro et sa banque centrale, à l'inverse de pratiques récentes notamment dans l'hexagone. Au contraire, les pays qui n'ont pas la bonne fortune d'en être sont les plus atteints en termes de pression sur les changes, les capitaux, les fonds publics et les taux d'intérêt. Ils éprouvent durement le coût soudainement dissuasif de leur isolement, qu'ils aient boudé l'euro comme le Royaume-Uni, le Danemark ou la Suède, qu'ils se soient maintenus à l'écart de l'Union européenne elle-même comme l'Islande ou la Suisse, ou qu'ils demeurent sur la liste probatoire comme la plupart des pays d'Europe centrale et orientale. Souhaitons-leur de s'en souvenir demain ou après-demain !

A l'épreuve du feu, la Banque centrale européenne ne se contente pas de déployer le bouclier euro pour assurer à son échelle un havre de stabilité des changes et des échanges. Avec les moyens utilement fédéraux dont il dispose, Jean-Claude Trichet fait peu de discours mais agit. Et on découvre que l'autorité monétaire européenne est capable d'allier audace et adaptabilité, vertus que beaucoup lui avaient déniées avant la tempête. En quelques mois, elle a ainsi non seulement injecté des centaines de milliards d'euros dans les circuits bancaires européens mais également desserré de moitié ses taux d'intérêt.

Les Etats ne ménagent pas non plus les initiatives, mais éprouvent par contre les pires difficultés à accorder leurs approches. Chacun y va dans son coin, et les clins d'œil les plus inattendus voisinent avec les bouderies les plus regrettables. La spectaculaire conversion interventionniste du Royaume-Uni rencontre des échos complices en France, où elle apparaît comme une divine surprise remettant en selle l'entente cordiale. Elle ferait presque oublier la non participation britannique à l'euro. Paris en fait même l'interlocuteur privilégié pour préparer son dernier Conseil européen, au grand dam de Berlin. Ce tandem franco-britannique verrait bien se développer à travers toute l'Europe une politique keynésienne, donnant aux Etats un rôle central pour relancer l'économie. Qu'est devenu le social-libéralisme du New Labour ? Qui se souvient des commentaires de François Fillon sur l'Etat en faillite ? Mais on n'entend pas outre Rhin céder à de tels revirements. Certes, l'Allemagne est également contrainte d'aider ses banques et ses industriels en difficulté. Contrainte, mais pas convertie, et surtout pas au bénéfice d'autres dont elle pense qu'ils n'ont pas fait le nécessaire pour se prémunir des mauvais jours. Fourmi contre cigale ! L'intervention publique ne se pratique



donc en Allemagne qu'à contre cœur, avec précaution et sans autre ambition que nationale et temporaire. Pas question pour la chancelière de jeter aux vents d'un soit disant plan de relance européen les premiers acquis d'une cure de rigueur et de réformes qui commençait à porter ses fruits.

Il est également vrai que l'économie européenne, y compris au sein même de la zone euro, reste loin d'être homogène. Les taux d'intérêt des obligations d'Etat sont ainsi plus élevés en France ou en Italie qu'en Allemagne, malgré une même monnaie. Car l'union monétaire n'empêche pas les marchés de donner des notes de confiance différentes aux uns et aux autres, dessinant en pointillés les clivages qui n'auraient pas manqué de fracturer l'Europe sans l'euro ! Que dire alors des Etats membres hors euro, qui se signalent par des situations encore plus diversifiées ?

Dans ce jeu de l'oie complexe aux multiples cases, la Commission Barroso, comme c'était prévisible, a préféré faire petit jeu en présentant et en faisant adopter par le Conseil européen des 11 et 12 décembre un « plan de relance européen » qui fait irrésistiblement penser à l'étiquetage trompeur du pâté d'alouette. Il s'agit d'abord d'un paquet modeste, pesant deux cent milliards d'euros, soit 1,5% du PIB européen. C'est trois fois moins que le plan américain (4% du PIB). Surtout, il n'a d'européen que le nom. Il s'agit pour l'essentiel (170 milliards) d'une addition non coordonnée des mesures nationales déjà annoncées par les gouvernements (cf. 26 milliards pour la France, 32 pour l'Allemagne, etc.). Seul un volet de 30 milliards est géré sur le plan européen et avec des moyens européens, tirés de quelques fonds non utilisés et surtout de prêts additionnels de la BEI, soit 0,2% du PIB européen.

Cette tisane tiède qui nous est aujourd'hui servie, faute de potion magique, est malheureusement dans l'air du temps. Qui se souvient de l'euro-optimisme qui avait prévalu dans une précédente Europe ? Il y a vingt ans le patronat européen, alors dénommé UNICE, avait tenu à l'initiative de François Perigot son premier sommet à Paris (« Notre entreprise l'Europe ! ») en applaudissant les spectaculaires progrès en cours d'un marché unique dont il avait été le plus ardent avocat, et en revendiquant une union économique et monétaire ambitieuse pour l'optimiser et le pérenniser. Rebaptisé BusinessEurope, il vient de célébrer son cinquantenaire dans des conditions bien différentes : contraints de déplorer une crise économique et financière sans précédent, les présidents des patronats d'Europe, à nouveau réunis à Paris par le MEDEF, ont chacun commenté avec soulagement et reconnaissance le plan d'intervention publique de leur gouvernement national pour leurs banques et leurs entreprises. Mais ils ne se sont guère interrogés sur les doubles emplois, les contradictions et les incohérences de la simple juxtaposition de tels plans nationaux, notamment au sein de la zone euro. Et ils n'ont pas davantage revendiqué une autre approche plus solidaire, plus participative et plus innovante au niveau européen !

Osons donc la question : quel avenir et quels anniversaires nous préparons nous si les Etats et les forces économiques d'Europe persistent à se satisfaire d'un assemblage disparate de plans publics nationaux pour affronter la plus grande crise que l'Union européenne ait connue ? Combien de temps va-t-on continuer à bénéficier d'un bouclier euro efficace si on ne se dote pas également d'un moteur commun ? Pourquoi laissons nous les budgets des Etats rompre, chacun pour soi, les amarres du pacte de stabilité tout en interdisant au budget européen, réduit à la portion aussi congrue qu'incongrue de 1% du PIB, toute marge de manœuvre au service du bien commun ?



A l'issue d'une présidence française si mouvementée, et par delà la satisfaction affichée devant le Parlement européen par Nicolas Sarkozy, suite aux succès ponctuels et aux arrangements trouvés, qu'il s'agisse du dossier russo-géorgien, du sauvetage des banques, du paquet énergie-climat ou du plan de relance, on ne peut se départir du regret de voir l'Europe continuer, dans la crise comme auparavant, à se chercher plus qu'à s'affirmer. Tant de réunions, avec des configurations aussi multiples et dans un tel climat de dramatisation, sans parvenir à donner un signal plus unitaire de confiance dans l'Europe et dans l'euro...

Ainsi, pourquoi ne pas avoir lancé, avec la Banque centrale européenne et la Banque européenne d'investissement, un grand emprunt en euros qui aurait permis de donner du crédit aux termes trop galvaudés de « plan », d'« européen » et de « relance » ? Les besoins d'investissement du chantier européen ne manquent pas, et les vingt-sept pourraient, en s'y consacrant ensemble, s'assurer une véritable valeur ajoutée : développer les réseaux transnationaux nécessaires au marché unique (transports, énergie, télécommunications, environnement) ; organiser les services publics européens dont dépend notre sécurité collective (douanes extérieures, lutte antifraudes, protection civile, défense) ; multiplier les échanges européens de formation qui conditionnent l'affirmation d'une identité partagée ; fédérer une recherche européenne aujourd'hui dispersée pour rénover notre savoir-faire technologique ; restructurer de façon solidaire et offensive une industrie européenne dont dépendent notre compétitivité et nos emplois.

Car cette crise sans précédent peut aussi se révéler une fantastique opportunité pour « tremper » tant l'Europe que l'euro et engager enfin cette gouvernance économique commune qui a toujours manqué à l'union monétaire, ce qui fragilise aujourd'hui ses acquis. Mais malheur à nous si on devait laisser l'ambition européenne au vestiaire et l'euro s'ébrécher, éclater et fondre dans le chaudron de la globalisation, mettant à nu des Européens sans armes ni bouclier !

EUROPE & ENTREPRISES

Association loi 1901
BIPE Immeuble le Vivaldi
11, rue René Jacques
F - 92138 Issy-les-Moulineaux cedex
Tel: + 33 (0)1 70 37 23 23
Fax: + 33 (0)1 70 37 23 00
Mail : entreprise_europeenne@yahoo.fr
Site web: www.europe-entreprises.com

Pour recevoir un dossier sur Europe & Entreprises, contactez le secrétariat de l'association en envoyant votre carte de visite au siège de l'association, en téléphonant au 01 70 37 23 23 ou en envoyant un mail à entreprise_europeenne@yahoo.fr

Président, Directeur de la Publication :

Philippe Laurette
Rédaction : entreprise_europeenne@yahoo.fr
Rédacteur en chef : Olivier Boned
(boned.olivier@neuf.fr)
Editorialiste : Bruno Vever
Production : Europe & Entreprises
Numéro ISSN : 1638-6094

Europe & Entreprises est un lieu de rencontre, d'information et de débats sans tabous sur l'Europe.